

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES CCP N°2025-2

Accord-cadre passé selon la procédure d'Appel d'Offres Ouvert
Articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 et articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la
Commande Publique.

OBJET DU MARCHE :

**Accord-cadre relatif à la fourniture d'objets promotionnels pour la communication de Sciences Po
Lille**



En application du point 6 de l'article R.2132-12 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire du Code de la commande publique, les candidatures peuvent être transmises par voie postale du fait de la présentation obligatoire d'échantillons.

Si toutefois le candidat souhaite déposer sa candidature de façon séparée de l'offre par voie électronique, il pourra le faire sur le profil acheteur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille (Sciences Po Lille) de la plateforme de dématérialisation « PLACE » : www.marches-publics.gouv.fr

A titre d'information, l'intégralité des échanges relatifs à la procédure se fera via ce profil acheteur.

Le présent CCP comporte 12 feuillets numérotés

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 : FORME ET DECOMPOSITION DU MARCHÉ	3
1.1 - Forme du marché.....	3
1.2 - Procédure suivie.....	4
ARTICLE 3 : DUREE ET EXECUTION DU MARCHÉ.....	4
1.1 - Durée du marché	4
1.2 - Durée de validité des offres.....	4
1.3 - Reconduction expresse	4
1.4 - Montant du marché	5
1.5 - Marchés subséquents	5
1.6 - Sous-traitance	5
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 5 : CONTENU DE LA PRESTATION.....	6
ARTICLE 6 : ECHANTILLONS.....	7
ARTICLE 7 : OPERATIONS DE VERIFICATION – RECEPTION	7
ARTICLE 8 : PENALITES	8
ARTICLE 9 : PRIX	9
9.1 - Forme du prix.....	9
9.2 - Révision des prix à reconduction du marché.....	9
ARTICLE 10 : MODE DE REGLEMENT - PAIEMENT.....	10
10.1 - Conditions et mode de règlement	10
10.2 - Paiement des sous-traitants	11
ARTICLE 11 : RESILIATION	11
ARTICLE 12 : ATTRIBUTION DE COMPETENCE	12
ARTICLE 13 : DEROGATIONS.....	12

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre multi attributaire a pour objet la fourniture d'objets promotionnels destinés à véhiculer l'image et le logo de Sciences Po Lille.

Précisions sur les termes utilisés dans le présent CCP :

- La qualité de postulant : confère à l'entreprise le droit d'être consultée et mise en compétition aux autres postulants lors de la survenance des besoins en matière de fourniture d'objets promotionnels pour les besoins de Sciences Po Lille. La mise en compétition se matérialise par la remise d'un devis par les postulants du marché consultés.
- La qualité d'attributaire du bon de commande ou de titulaire : désigne l'entreprise retenue qui fournira et livrera les fournitures réalisées, suite à la mise en compétition des postulants du marché consultés. Les prestations seront alors réalisées conformément au devis remis par l'attributaire du bon de commande lors de la mise en compétition,
- L'offre technique, de prix et de délai : désigne le devis remis par chaque postulant du marché consulté lors de chaque remise en compétition. Ce devis devra préciser au minimum les caractéristiques détaillées des fournitures, le délai de livraison à compter de la date de réception du bon de commande, ainsi que le prix pour assurer l'exécution complète et conforme en tous points aux stipulations du marché.

Classification CPV (Vocabulaire commun des Marchés Publics) :
39294100 produits d'information et de promotion

ARTICLE 2 : FORME ET DECOMPOSITION DU MARCHÉ

1.1 - Forme du marché

La procédure de passation de cette consultation est celle de l'appel d'offres ouvert, soumise aux dispositions des articles L.2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Par ailleurs, ce marché est un accord-cadre suivant donc les dispositions décrites aux articles R2162-1 à R2162-14.

Cet accord-cadre est multi attributaires ; il sera retenu 3 candidats maximum par lot, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres. Les candidats seront tous interrogés à chaque survenance de besoin.

Cet accord-cadre se compose de 2 (deux) lots :

Lot 1 : textiles

Lot 2 : objets divers (parapluie, clé USB, roll-up, support d'écriture, lunettes, ...)

1.2 - Procédure suivie

A la survenance de chaque besoin de Sciences Po Lille, les postulants du marché seront remis en compétition par mail.

Chaque postulant du marché consulté, devra faire parvenir, par tout moyen, son devis dans le délai imposé lors de l'envoi de la demande. Si le postulant dépasse ce délai, il sera considéré comme non répondant.

Le moyen utilisé devra permettre de déterminer de façon certaine la date et heure de réception.

Le choix de l'attributaire du bon de commande se fera en fonction de la valeur technique de l'offre, et de la conformité aux besoins exprimés, du prix et, le cas échéant, du délai de livraison des prestations.

L'émetteur du bon de commande ou son représentant notifiera la décision au postulant retenu par l'envoi du bon de commande et informera le ou les postulant(s) non retenu(s).

Le(s) bon de commande(s) doivent être rigoureusement conforme(s) à l'expression de besoin. Ils sont adressés au postulant retenu par le ou les représentants de Sciences Po Lille.

Aucun minimum de commande ne sera garanti à chaque postulant.

ARTICLE 3 : DUREE ET EXECUTION DU MARCHE

1.1 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de un (1) an, à compter de la notification de son attribution au titulaire et éventuellement renouvelable par trois (3) reconductions expresses de même durée. La durée totale du marché, périodes de reconduction incluses, ne pourra excéder les quatre (4) ans.

La décision de non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité et le titulaire ne peut s'y opposer.

1.2 - Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est fixée à 120 jours.

1.3 - Reconduction expresse

Si le Pouvoir Adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire sera avisé par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois avant la date anniversaire du marché.

En cas de décision de non-reconduction, le Pouvoir Adjudicateur n'est tenu à aucun moyen d'information du titulaire. L'absence de courrier de renouvellement au plus tard 3 (trois) mois avant la date anniversaire du marché vaut non-reconduction.

La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité et le titulaire ne peut s'y opposer.

1.4 - Montant du marché

Il n'est fixé aucun montant minimum ou maximum sur le marché, période de reconduction incluse en dehors de ceux fixés par le type de procédure et de publicité choisi.

Pour information, la part financière du marché actuel s'élève à 125 000 € HT pour 4 ans.

Aucun minimum de commande ne sera garanti à chaque postulant.

1.5 - Marchés subséquents

L'engagement du candidat à répondre aux demandes de devis prendra effet à compter de la date de notification de sa qualité de postulant et jusqu'à la fin de l'année d'exécution du présent marché. Le candidat s'engage alors à fournir, à la demande de Sciences Po Lille, une offre de prix.

Le candidat aura la qualité d'attributaire du bon de commande ou de titulaire s'il est retenu lors de l'attribution du bon de commande.

Si le bon de commande parvient au titulaire pendant l'année d'exécution du présent marché, celui-ci s'engage à fournir les produits demandés par Sciences Po Lille.

1.6 - Sous-traitance

En cas de sous-traitance, l'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées tel que prévu à l'article 10.2 du présent CCP par le pouvoir adjudicateur.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire présente :

- Un projet d'acte de sous-traitance. Le formulaire intitulé « DC4 (déclaration de sous-traitance) » est disponible sur la plateforme de la Direction des Affaires Juridiques via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant par laquelle il affirme qu'il ne tombe pas (ou que la société pour laquelle il intervient ne tombe pas) sous le coup des interdictions énumérées dans les articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique concernant les liquidations, faillites personnelles, les infractions au Code Général des Impôts, les interdictions d'ordre législatif, réglementaire ou de justice
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du Travail
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-2, L.5212-5 et L. 5212-9 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés

- Les justifications des capacités professionnelles et financières du sous-traitant

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

1. l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son ou ses annexes
2. le règlement de la consultation (RC)
3. le présent cahier des clauses particulières (CCP 2025-2) et son ou ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi
4. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, NOR : ECOM2106875A, publié au Journal Officiel de la République Française du 1er avril 2021
5. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché au titulaire
6. tout document remis par le candidat à l'appui de l'offre sera considéré comme étant contractuel .
7. Les échantillons.

LE CANDIDAT ACCEPTE SANS RESERVE LES CLAUSES DU PRESENT CCP.

L'offre est rédigée en français (loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et du décret n°95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Dans le cas contraire, il est exigé que les documents en question soient accompagnés d'une traduction en français (article R.2151-12 du Code de la Commande Publique créé par le Décret 2018-1075 du 3 décembre 2018).

ARTICLE 5 : CONTENU DE LA PRESTATION

Logo

Chaque article pourra faire l'objet d'un marquage avec le logo de Sciences Po Lille selon la charte graphique de l'établissement. Les délais de livraison s'entendent avec le marquage du logo fait. Le logo sera susceptible d'évoluer durant la période d'exécution du marché. Tout support devra obtenir l'approbation de Sciences Po Lille avant impression. Il sera demandé au titulaire du marché de fournir impérativement un « bon à tirer » (BAT) pour toute réalisation du marquage sur un produit. Un marquage pourra se faire sur une ou plusieurs faces du produit en une ou plusieurs couleurs.

Tout vice de forme par rapport au bon à tirer signé engendrerait un refus de la commande.

Prescriptions relatives au développement durable

Sciences Po Lille s'inscrit dans une politique de développement durable. Par conséquent, une attention tout particulière sera portée sur la qualité environnementale des objets proposés (recyclables, recyclés, issus du commerce équitable...).

ARTICLE 6 : ECHANTILLONS

Le candidat devra adresser à Sciences Po Lille avant la date et l'heure limites de remise des offres, des échantillons de manière à juger de la nature et de la qualité des produits sérigraphiés.

Les échantillons sont envoyés aux frais du candidat.

Quelle que soit l'issue du marché, ces échantillons resteront la propriété de Sciences Po Lille. Avant tout engagement, le candidat doit prendre connaissance des logos et chartes graphiques et typographiques de Sciences Po Lille.

Ils seront transmis sur demande par le service communication. La demande doit être adressée au service communication de Sciences Po Lille à l'adresse mail suivante : communication@sciencespo-lille.eu

Il vous est demandé de fournir les échantillons suivants :

- Sac en tissu ou tote bag en tissu de préférence de couleur beige
- Tour de cou tressé polyester avec mousqueton en métal
- Clé USB 16 Go
- Stylo 4 couleurs
- Tee-shirt en coton, manches courtes, coloris indifférent, taille au choix, avec marquage

Attention, concernant le marquage, le logo Sciences Po Lille n'est pas imposé, le candidat fournit un échantillon avec le logo de son choix.

Pour rappel :

En application du point 6 de l'article R.2132-12 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire du Code de la commande publique, les candidatures peuvent être transmises en plus des offres par voie postale du fait de la présentation obligatoire d'échantillons.

Si toutefois le candidat souhaite déposer sa candidature de façon séparée de l'offre par voie électronique, il pourra le faire sur le profil acheteur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille (Sciences Po Lille) de la plateforme de dématérialisation « PLACE » : www.marches-publics.gouv.fr

ARTICLE 7 : OPERATIONS DE VERIFICATION – RECEPTION

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées par le responsable du service dans un délai de 15 jours à compter de l'exécution des prestations, conformément aux articles 27-28 et 29 du CCAG/FCS 2021.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG/FCS 2021, les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par l'émetteur du bon de commande ou son représentant en lieu et place du Pouvoir Adjudicateur.

Les produits défectueux ou non conformes à la commande sont retournés au titulaire qui s'engage à les remplacer à ses frais dans les délais et selon les modalités de livraison prévues au marché.

L'admission, lorsqu'elle est prononcée, emporte transfert de propriété, donne le point de départ des garanties et permet le paiement des sommes dues.

ARTICLE 8 : PENALITES

Les pénalités sont encourues du seul fait de la constatation du retard ou du manquement par les services de Sciences Po Lille. Nul besoin de mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS 2021, les pénalités sont applicables dès le 1^{er} euro. Sciences Po Lille se réserve la possibilité de cumuler les pénalités et de les appliquer mensuellement ou trimestriellement.

- **Pénalité pour retard de livraison et d'échange :**

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire appliquée par réfaction sur le montant total de la facture, de 50 € HT par jour ouvré de retard constaté, lorsqu'il ne respecte pas, de son fait, le délai de livraison et/ou d'échange fixé au bon de commande ou qu'il a indiqué dans son offre.

- **Pénalité pour retard de transmission du BAT (dans sa version initiale et finale) :**

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire appliquée par réfaction sur le montant total de la facture, de 100 € HT par jour ouvré de retard constaté, lorsqu'il ne respecte pas, de son fait, les délais de transmission du BAT, indiqués au bon de commande ou qu'il a indiqué dans son offre technique.

- **Pénalités pour non-respect des modalités d'exécution des prestations :**

Lorsque l'exécution des prestations (notamment non-respect des lieux de livraison, de la qualité des produits, des délais et dispositions relatives au service après-vente...etc.) ne respecte pas les stipulations du CCP, ou les engagements du titulaire, une pénalité forfaitaire de 200 euros HT par infraction constatée est appliquée, sans mise en demeure préalable.

- **Pénalité pour non-respect du Code du travail :**

Le titulaire de l'accord-cadre qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail encourt des pénalités égales à 10 % du montant de l'accord-cadre et qui ne peuvent excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

ARTICLE 9 : PRIX

9.1 - Forme du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison. Le marché est traité à prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées.

Le titulaire s'engage à fournir tous les renseignements sur les prix demandés par le Pouvoir Adjudicateur.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

9.2 - Révision des prix à reconduction du marché

Le montant facturé est révisable à la date de reconduction expresse éventuelle du marché. Le calcul du montant de la révision s'effectue par la formule suivante :

$$P = P_o \times (S / S_o)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,

P_o = prix initial mentionné à l'acte d'engagement des prestations unitaires,

S = valeur de l'indice intitulé : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 31 et 32 – Autres produits manufacturés - Publié au Bulletin Mensuel de la Statistique, édité par l'INSEE (<http://www.indices.insee.fr>) dernier connu au moment de la révision.

S_o = Même indice valeur pour le mois de remise des prix initiaux dans l'offre.

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.

Entrée en vigueur des nouveaux tarifs :

Le titulaire adresse le pourcentage de variation des prix au pouvoir Adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception ou courrier dématérialisé via la plateforme PLACE.

Le titulaire devra indiquer clairement dans sa proposition, le pourcentage de variation des nouveaux tarifs.

L'annexe financière étant principalement utilisée à titre d'exemple pour effectuer le calcul de la note financière, la modification de tarifs ne donnera pas lieu à l'édition d'une nouvelle annexe ni d'un avenant.

Le Pouvoir Adjudicateur fera connaître au titulaire son acceptation ou son refus dans un délai maximum de 15 jours, à compter de la réception du nouveau tarif. A l'issue de cette période, le silence du Pouvoir Adjudicateur vaudra acceptation des nouveaux tarifs.

Clause de sauvegarde :

Si la hausse des tarifs a pour effet de majorer de plus de deux pour cent (2 %) par an les prix unitaires précédemment appliqués, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 10 : MODE DE REGLEMENT - PAIEMENT

10.1 - Conditions et mode de règlement

Le règlement est effectué sur présentation de factures correspondant à l'exécution complète des prestations prévues au bon de commande et constatées par le Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille ou son représentant.

La facture, portant précisément l'entête de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille – Sciences Po Lille, doit être déposée sur **CHORUS PRO** par voie dématérialisée.

La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- n° du marché (2025-2)
- n° du bon de commande (commençant par 4500...)
- la date de facturation
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire
- la désignation en clair des prestations exécutées
- le prix total hors taxes (HT)
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix total toutes taxes comprises (TTC)

Les sommes dues sont payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture par l'émetteur du bon de commande.

En cas de retard dans le règlement, le titulaire est bénéficiaire, de plein droit, des intérêts moratoires tels que prévus dans l'article L.2192-13 du Code de la Commande Publique créé par l'Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018. Le taux de ces intérêts est celui du taux de la Banque centrale européenne à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 (huit) points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Règlement :

Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille – Sciences Po Lille.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille – Sciences Po Lille (Domaine Universitaire du Pont de Bois - BP 60149 - 59653 Villeneuve d'Ascq).

Nantissement :

Il sera fait application des articles R.2191-59 à R.2391-28 du Code de la Commande Publique. Le comptable chargé des paiements est L'agent comptable de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille – Sciences Po Lille (Domaine Universitaire du Pont de Bois - BP 60149 - 59653 Villeneuve d'Ascq). La personne chargée de fournir les renseignements visés est le Responsable des Services Financiers de l'IEP (9 rue Auguste Angellier - 59800 LILLE ☎ 03.20.90.48.56)

Cautionnement :

Le titulaire est dispensé du versement d'un cautionnement.

10.2 - Paiement des sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial et selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la Commande Publique, mais ils restent soumis aux mêmes conditions de règlement des prestations que ce soit pour les modalités ou la forme et le contenu des demandes de paiement.

ARTICLE 11 : RESILIATION

Le marché peut être résilié dans les conditions définies au chapitre 7 du CCAG-FCS 2021, exception faite de la résiliation pour motif d'intérêt général.

Le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché pour non-exécution des prestations ou pour exécution insuffisante. Les motifs peuvent être les suivants (liste non exhaustive) :

- prestations défectueuses
- manquement aux résultats
- défaut d'exécution par le prestataire
- prestations réelles s'avèrent différentes des prestations prévues.

Les conséquences pécuniaires de la résiliation seront à la charge du prestataire, qui ne pourra réclamer paiement en dommages et intérêts ou indemnité quelconque.

ARTICLE 12 : ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le Tribunal Administratif compétent sera celui du domicile de Sciences Po Lille.

ARTICLE 13 : DEROGATIONS

Articles du CCP	Dérogations au CCAG-FCS 2021
7	Article 30
8	Article 14

Fait en un seul exemplaire original

A, le

Le Représentant dûment désigné de la société
(signature et cachet commercial)

A Lille, le

Le Pouvoir Adjudicateur